

LE 7 DECEMBRE 2008, CONFERENCE NATIONALE DE DELEGUES POUR L'UNITE

Salle comble à Aubervilliers, le 24 novembre

**Plus de 200 travailleurs, jeunes, élus, syndicalistes,
militants de toutes tendances étaient présents !**

Le 24 novembre dernier, la salle de l'Espace Renaudie à Aubervilliers était comble.

Plus de 200 travailleurs, jeunes, élus, militants de toutes origines (membres du POI, du PS, du PC, ou ex-PCF), syndicalistes, se sont rassemblés pour préparer la Conférence pour l'Unité qui se tiendra le 7 décembre prochain.

Cette rencontre avait été initiée par Christel Keiser, secrétaire départementale du Parti Ouvrier Indépendant et Jean-Jacques Karman, conseiller général et membre du Conseil National du PCF (rejoints par d'autres militants politiques de toutes tendances et des syndicalistes).

Dans ce document, vous trouverez des extraits des 22 interventions. L'ensemble de la discussion a été tournée vers la recherche des moyens de l'unité pour la défense des revendications de la population, qui est le contraire de l'accompagnement de la politique du gouvernement et de l'Union européenne!

Des délégués ont été mandatés pour participer à la conférence nationale pour l'unité.

La discussion doit se poursuivre. Partout, dans les villes, les quartiers, les entreprises, réunissez-vous et désignez vos délégués à la conférence pour l'unité !

INTRODUCTION A LA DISCUSSION...

Christel Keiser est revenue sur ce constat : 360 milliards d'euros versés par le gouvernement aux banquiers et aux spéculateurs, milliards pris sur l'école, les hôpitaux, le logement HLM, les crèches et l'ensemble des services publics.

Il y a urgence à apporter des réponses immédiates aux travailleurs. Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise ! La situation appelle un plan de mesures d'urgence et de sauvegarde pour les travailleurs et la jeunesse !

Nous avons une préoccupation commune, celle de l'unité sur ces revendications, l'unité de tous ceux qui, quelle que soit leur appartenance politique et/ou syndicale, considèrent qu'il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Dans la lettre d'invitation à cette réunion, nous écrivions :

« Alors que la population ouvrière a besoin de l'unité et de l'indépendance de ses organisations pour défendre tous ses droits et garanties menacés.

Alors que la crise mondiale menace directement les travailleurs et la population, nous soussignés, estimons qu'il est urgent de trouver les moyens de l'unité de la population qui ne peut se faire dans l'accompagnement de la politique du gouvernement et de l'Union européenne. Qui ne peut pas se faire dans la participation au mécanisme d'intégration mais qui exige d'abord et avant tout, l'indépendance des organisations, et tout d'abord, l'indépendance par rapport à l'Union européenne ».

Depuis que cette lettre a été écrite, la pression est de plus en plus grande pour que les organisations répondent à l'exigence « d'union nationale », au nom de laquelle le gouvernement Sarkozy, aux ordres de l'Union européenne, entend faire passer ses contre-réformes dans tous les domaines.

EXTRAITS DES INTERVENTIONS DE LA SALLE :

Micheline Guillemette, militante du POI à Tremblay, a porté à notre connaissance le mandat élaboré pour la conférence de délégués, par des travailleurs de PSA. En Seine Saint-Denis, il y a l'usine PSA. Les cadences étaient ralenties du fait de la baisse des commandes. PSA a supprimé 15 000 emplois en 18 mois, et vient d'annoncer encore 3 550 suppressions de postes dont 1750 à Rennes.

Rien que sur le site de Rennes, les effectifs passeraient ainsi de 6000 à 3000 ouvriers entre 2005 et 2009 !

A Aulnay, après avoir supprimé une chaîne de montage en 2008, organisé les fameux « départs volontaires », augmenté les cadences, PSA impose 3 jours de chômage technique à partir du 19 décembre. C'est l'angoisse pour tous : que va-t-il se passer après la fin de la fabrication de la C2-C3 fin décembre ?

Ce n'est pas aux salariés de PSA et à leur famille de payer la note! Il faut interdire les licenciements! Il faut renationaliser PSA sans indemnité ni rachat!

Roger Mansuy, retraité de la métallurgie, militant du PCF depuis 1965 (Epinay) ;

Je viens ici chercher des réponses pour changer la société. Il faut combattre tous ceux qui nous dirigent, tous ceux qui plongent le pays dans la misère, ceux qui remettent en cause les acquis des travailleurs, ceux qui cassent nos services publics, tous ceux qui nous mentent et nous exploitent. Il faut un raz de marée social. Il faut unir la gauche pour cela. La lutte de classe est à l'ordre du jour. Tous ensemble on peut y arriver. Il faut se rappeler que le 13 juillet 1789, Louis Capet inscrivait sur un carnet : rien à signaler !

Jean-Claude Mongé, syndicaliste France Télécom (Epinay) ;

Avec Roger et d'autres, nous avons engagé une bagarre pour le maintien de notre centre de Sécurité sociale sur la ville. Nous insistons sur le fait que le « trou de la sécu » n'existe pas. L'heure est à la résistance. Et il faut multiplier ce type de réunions !

Monique Lachalussie, syndicaliste des assurances (Saint-Denis) ;

Je travaille dans le secteur des banques et des assurances. Nous nous sommes réunis, et avons mandaté 3 délégués qui participeront à la conférence pour l'unité. Dans le mandat, soutenu par 35 de nos collègues, nous nous prononçons notamment sur ceci : à la fermeture des sites et les suppressions d'emplois qui déferlent, nous opposons l'interdiction des licenciements, la renationalisation des banques et des compagnies d'assurances.

Marie-José Serre, employée de Sécurité Sociale (Bobigny) ;

Avec la Sécurité sociale de 1945, j'ai pu être soignée d'une grave maladie sans déboursier un centime. L'égalité face à la maladie, l'égalité des droits : voilà ce qu'est la Sécu de 1945. Mais aujourd'hui avec les franchises, je n'ai été remboursée que de 4 euros sur les 34 attendus. Plan après plan, ils sont en train de détruire la Sécurité sociale. J'appelle tout le monde à combattre pour sa défense.

Gérard Dizazzo, syndicaliste, employé communal à Aulnay;

L'euro nous a déjà mis à plat et on file des milliards aux banquiers. Aucun secteur n'est épargné. On est tous touchés. Ras le bol de manifester République – Bastille ; Bastille – République sans rien obtenir. Il faut un vrai parti ouvrier pour reconstruire la sécu, pour laisser un héritage à nos gamins.

Sarah, étudiante en médecine, Pantin ;

Je suis mandatée par 68 étudiants en médecine. Ils ont tous signé un appel pour le retrait de la loi Bachelot, car nous voulons être médecins. Nous refusons de devenir des comptables pour récupérer sur le dos des malades les milliards versés aux banques.

Karima Elmachhab, syndicaliste, Sevran;

Je m'interroge. Je suis d'accord pour l'unité. Mais comment faire ? Avec ceux qui sont pour modifier les critères de représentativité ?

Denise Landron, militante du POI à Sevran ;

Notre commune est menacée dans son existence même par le projet de « Grand Paris », qui remet en cause tous les services publics.

Jean-Jacques Karman, membre du conseil national du PCF ;

La crise financière est la crise du système capitaliste lui-même. Que ce système cherche à faire payer les travailleurs. Il faut lutter pour des « mesures transitoires » comme la nationalisation du secteur bancaire, l'interdiction des licenciements et pour « l'arrêt total des directives européennes ». Pour cela, il faut une assemblée constituante !

En Seine-Saint-Denis,
26 premiers délégués
ont été mandatés pour
participer à
la conférence pour l'unité,
par leurs collègues,
cheminots, postiers,
assureurs, étudiants..

Francis Jolivet, syndicaliste, employé communal, Livry-Gargan ;

Dans le cadre du budget, il était soumis à la discussion du bureau municipal, la possibilité de privatiser le nettoyage. Nous avons alors décidé de nous organiser pour empêcher ce projet, et nous avons rédigé un mandat pour la conférence du 7 décembre, affirmant que « Tout doit être fait pour que l'unité du personnel avec ses organisations aboutisse au retrait du projet de privatisation ». Nous avons désigné un délégué à la conférence sur cette base.

Philippe Chameck, syndicaliste postier, militant du PS, Bobigny ;

Je suis au PS, postier adhérent de Sud. Ce qui se passe dans mon parti, c'est la tentative de casser les derniers liens qui restent avec la classe ouvrière. L'unité des travailleurs, l'unité des organisations syndicales, bien évidemment ; rompre avec l'Union Européenne, pourquoi pas ? Mais je ne vois pas bien ce que le POI propose comme solution. La question essentielle : c'est celle du pouvoir. Une assemblée constituante ? Comment ? Et avec qui ? Un parti ouvrier, oui mais lequel ?

Line Teboul, conseillère municipale membre du POI, Stains ;

La majorité des élus est contre la privatisation de la Poste, pour défendre le monopole public postal. Une initiative a été lancée par un comité créé dans une petite commune de l'Hérault, Roquebrun, par des habitants et des élus qui ont soumis à signature de leurs collègues une proposition de loi pour le retour au monopole public de la Poste. Des milliers de conseillers municipaux, de maires, ont signé cette proposition de loi. Dans notre département, nous avons fait signer 11 conseillers municipaux à Stains, et 53 élus au total en Seine-Saint-Denis.

Serge Grimaldi, Conseiller Municipal « Démocratie communale pour Sevran » ;

Je m'interroge sur les formes nécessaires pour le combat pour l'unité. Ne faudrait-il pas un comité de liaison ?

Alain Millard, syndicaliste au centre de tri de Bobigny ;

Ce ne sont pas les travailleurs qui font obstacle à l'unité ! Nous les postiers, sommes opposés à la privatisation de la Poste. Avec nos syndicats, dans l'action commune, nous avons été en grève massive contre le projet de privatisation le 23 septembre dernier. La réponse du gouvernement a été la mise en place de la commission Ailleret, qui se fixe comme objectif l'ouverture à la concurrence ! Que le gouvernement mette en place une telle commission, rien d'étonnant. Mais que les fédérations syndicales y participent ! Aujourd'hui, le gouvernement liquide nos services et nos emplois, notre statut : tout ce qu'il estime être des obstacles à cette privatisation voulue par Bruxelles.

Laurent, lycéen d'Aulnay ;

Ma mère fait des ménages depuis 25 ans et « gagne » 500 euros par mois avec 300 euros de loyer et 2 enfants à charge. Quand elle a demandé une aide aux Assedic, on lui a répondu qu'elle gagnait trop ! Il faut passer à l'action. Pas question que les travailleurs deviennent la tirelire des capitalistes !

Christel Keiser, secrétaire départementale du POI 93 ;

A Montreuil, la maire Dominique Voynet – qui se dit de gauche –, a tenté de supprimer l'accès à la cantine scolaire pour tous les enfants en remplaçant le repas par un sandwich pour certains d'entre eux. Elle a augmenté les loyers de l'Office public de l'habitat de Montreuil de 2,2 %. Elle met en œuvre les surloyers en application de la loi Boutin.

Le chef de cabinet de Mme Voynet explique qu'ils ne pouvaient pas faire autrement, qu'ils sont contraints d'appliquer la loi Boutin. Pourquoi la municipalité qui refuse d'appliquer, à juste titre, le décret Darcos sur le service minimum quand les enseignants sont en grève, serait-elle contrainte d'appliquer la loi Boutin ?

Nous devons dire clairement que les municipalités ne doivent pas se faire le relais de la politique de l'Union européenne et du gouvernement Sarkozy.

Fabrice Criquet, syndicaliste à l'aéroport de Roissy ;

Les 360 milliards chez nous, cela veut dire le gel des embauches à Air France, les attaques contre le droit de grève, l'allongement de l'âge du départ à la retraite.

A Aéroports de Paris, la direction s'attaque au statut du personnel : par le haut, en proposant aux cadres de sortir du statut du personnel, avec pour conséquence le salaire au mérite ; par le bas, en filialisant et en sous traitant à des entreprises privées. Les sous-traitants, c'est le laboratoire de la précarité et de la déréglementation. Avec d'autres militants, j'ai été délégué pour dire : Reprenons les 360 milliards ! Que cet argent serve à la renationalisation d'Air France et d'Aéroports de Paris !

Parmi les décisions ...

Il a été proposé que les membres de la tribune se constituent en délégation pour la conférence du 7 décembre

- **pour faire état de nos discussions ;**
- **pour y soumettre la proposition d'organiser une manifestation nationale à Paris pour bloquer la politique du gouvernement.**

Cette délégation est mandatée aussi pour aller porter les exigences, les revendications des travailleurs de Seine-Saint-Denis auprès du président du conseil général et le Préfet.

Antonio, agent hospitalier, Tremblay;

L'union européenne, c'est la dictature du capital ! La crise des partis de gauche est liée au fait que tous s'alignent sur l'Union européenne, donc sur le capital..

Daniel Gluckstein, POI, Montreuil ;

Quand on entend ce qui se dit ici sur la Poste avec la commission Ailleret, à Air France... qu'est-ce qu'on fait ? Force est de constater que les « grands » partis qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière, ne s'opposent pas au plan de 360 milliards. Et maintenant en plus, Sarkozy propose que les syndicats participent à la gestion d'un fonds qui va servir à restructurer, délocaliser les emplois, licencier !

Tout le monde, le sait bien, si demain, il y avait un appel à la grève générale, le gouvernement ne tiendrait pas 48h. C'est donc bien le problème de l'unité qui est posée. Et concernant la question du pouvoir, est-ce que la question n'est pas de chasser le pouvoir en place, c'est-à-dire le gouvernement Sarkozy et sa politique, pour imposer des mesures d'urgence pour l'emploi et la population ? C'est-à-dire : interdiction des licenciements, renationalisation de tous les secteurs de l'industrie, retour des 360 milliards, rupture avec l'Union européenne, Assemblée constituante ?

Un syndicaliste, retraité des Douanes de Roissy ;

J'ai pu prendre ma retraite en juillet, mais les générations suivantes, comment vont-elles faire ? Les jeunes commencent à travailler autour de 28 ans, et avec l'allongement de la durée de cotisation à 42 ans, alors on tombe pile sur les 70 ans pour une retraite complète !! Alors oui, ça pose la question de la grève générale, de l'unité pour stopper tout ça.

Mandat

Nous nous sommes réunis, ce 24 novembre, en rencontre départementale pour l'unité, préparatoire à la rencontre nationale de délégués pour l'unité du 7 décembre.

Au terme d'une large discussion, à laquelle ont pris part des militants ouvriers et des jeunes de toutes tendances et de toutes origines, nous sommes parvenus à la conclusion suivante : il est intolérable que le gouvernement Sarkozy appliquant les décisions de l'Union européenne décide d'offrir 360 milliards d'euros pour renflouer les banquiers et les spéculateurs. Intolérable également qu'il finance ces 360 milliards en pillant les services publics, la sécurité sociale, en faisant payer aux travailleurs la crise du système capitaliste.

Impossible d'accepter les licenciements et le chômage partiel qui menacent partout dans le privé, impossible d'accepter la remise en cause des services publics et du logement HLM.

Nous, 220 travailleurs, militants, jeunes réunis disons : rien ne peut justifier que les organisations se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie se dérober à l'impérieuse nécessité de l'unité :

- L'unité pour en finir, maintenant, tout de suite, avec la politique de démantèlement du gouvernement Sarkozy ;
- L'unité pour que soient restitués au peuple les 360 milliards d'euros détournés ;
- L'unité pour bloquer tous les licenciements et pour nationaliser les secteurs clé de l'industrie ;
- L'unité pour bloquer toutes les contre-réformes dictées par l'Union européenne.

Nous estimons qu'aucune organisation se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie ne saurait se dérober à la nécessité de l'action commune de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte de classe, pour bloquer cette politique.

Sur cette base, nous mandatons pour nous représenter une délégation pour la conférence du 7 décembre.

Nous décidons, devant la gravité de la situation, de demander rendez-vous auprès du président du Conseil général et auprès du préfet, représentant l'État dans le département, pour leur faire connaître les faits que nous avons rassemblés et les revendications qui nous sont communes :

- La satisfaction des 55 000 demandes de logement HLM en souffrance ;
- L'annulation des menaces d'expulsions des familles qui ne peuvent faire face aux hausses de loyer et de charges, aux surloyers ;
- L'annulation des fermetures des centres de santé et des PMI ;
- Le maintien et la création des crèches collectives publiques afin de répondre à toutes les demandes ;
- La réouverture des centres de sécurité sociale ;
- L'abrogation de toutes les mesures (franchises, déremboursements, paiements d'avance dans les hôpitaux...) qui interdisent aux travailleurs de se soigner, et le rétablissement de la sécurité sociale de 1945 ;
- La réouverture des bureaux de poste.

Sur cette base, nous nous prononçons pour une marche nationale sur Paris, dans l'unité, pour dire : il faut en finir avec cette politique.